



2013 sous le signe de la mobilisation.

Ce qu'ils veulent voir changer pour cette année!

Page 4 et 5

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité
par la Fédération
de Loire-Atlantique
du Parti Communiste
Français

Pour tout renseignement :
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 948

17 janvier 2013

prix : 0,70 €



Crise

La zone euro
vraiment sauvée ?

2

36ème congrès du PCF

Les communistes
du département entament
leurs conférences
section

3

STX



Enfin, une nouvelle commande
qui assure 10 millions
d'heure travail

5

Oscar NIEMEYER

Hommage à l'homme
et à l'architecte

6

Fiscalité

Batte en
brèche les
privileges
pour plus
de justice,
par Hubert
DELAHAIE
vice-prési-
dent de la CARENE



7

La zone euro termine 2012 avec « le prix Nobel » du chômage !

Le niveau record de 11,8 % a été atteint en novembre, soit près de 18 millions de personnes. Sur ce total, 3,7 millions sont des jeunes de moins de 25 ans, soit une moyenne de 24,4 % dans la zone euro. **La violente cure d'austérité à laquelle les pays du sud en particulier sont soumis, se paie aujourd'hui très cher sur le plan social par des destructions d'emplois** : en Espagne, qui subit après la Grèce la plus forte dégradation sur un an et où le taux de chômage atteint 26,6%, mais aussi au Portugal (16,3%) et Chypre (14%). La fracture est saisissante avec les pays du Nord, où l'Allemagne ne compte que 5,4 % de chômeurs. Les économies européennes sont plus que jamais divisées en deux mondes qui ne partagent ni les mêmes résultats, ni les mêmes perspectives. **La BCE a annoncé pour 2013 une croissance de moins 0,3 % !** Un rapport de la commission européenne montre que les revenus disponibles des ménages ont baissé ces cinq dernières années de 17 % en Grèce, de 8% en Espagne et de 7% à Chypre... Ce qui n'empêche pas certains de nous expliquer doctement que le pire est derrière nous !



L'actualité politique dans le monde 2

Point de vue

par **Véronique Mahé**



En ce début 2013, je veux très sincèrement vous souhaiter à toutes et tous une bonne et heureuse année. Que vous souhaitez ? De bonnes choses, même si nous avons des raisons de nous inquiéter et d'être déçus par la politique gouvernementale au cours des 6 derniers mois. La crise du système ne cesse de s'aggraver. L'année qui vient de s'achever a été particulièrement difficile avec une économie « à l'arrêt ». Dans ce contexte morose, où est le changement promis ? Avec le pacte de compétitivité, le patronat a remporté une victoire. En faisant un cadeau de 20 milliards d'euros supplémentaires aux entreprises, financé par une nouvelle ponction de 10 milliards d'euros dans la dépense publique, avec une hausse de la TVA, le gouvernement s'aligne sur les exigences du patronat. La victoire de François Hollande était indispensable pour se débarrasser du sarkozysme et ouvrir une nouvelle période. Avec le Front de Gauche, les communistes sont pleinement de cette majorité populaire qui a permis un rapport de force politique majoritaire pour battre une droite, dont le projet était la disparation totale de notre modèle social. Mais si le Président de la République dit comprendre « les inquiétudes et les doutes des Français », il n'y répond pas. **Combattre la crise, c'est d'abord ne pas faire payer les citoyens,**

le Parti Communiste doit représenter un véritable espoir de changement de société



c'est se battre et être avec ceux qui luttent pour l'emploi et les salaires, c'est défendre l'avenir industriel de notre pays. La commande obtenue fin 2012 par STX représente 10 millions d'heures de travail pour les salariés et les sous-traitants. Cette bouffée d'oxygène résulte d'une mobilisation rassembleuse autour de la navale à l'initiative des communistes et, conjointement, d'une prise de ses responsabilités par l'État. C'est la preuve qu'il n'y a aucune fatalité à un nouvel échec de la gauche et au retour d'une droite revancharde. **2013 n'est pas une année sur laquelle il faudrait mettre une croix, une année soumise à l'austérité en attendant les rendez vous électoraux de 2014.** Affirmant sa volonté de dépasser les contradictions du système, le Parti Communiste doit représenter un véritable espoir de changement de société, un outil pour les luttes et une force politique au service des aspirations populaires. Notre congrès doit être un moment fort de débat entre nous, un moment où, dans chacune de nos cellules et de nos sections, nous contribuons à être force de propositions pour changer les choses, pour gagner de nouveaux droits, pour ouvrir une nouvelle phase de conquêtes sociales et démocratiques. Alors que nombreux sont ceux qui n'ont plus de rêves plein la tête, pour nous communistes, en 2013, il est grand temps de rallumer les étoiles !

Les illusions du « scénario rose »... pour 2013.



« Au moins, nous finissons l'année 2012 sur une bonne nouvelle, la zone euro est sauvée », le pire serait derrière nous. Maintenant que nous avons pris les bonnes décisions, les efforts vont payer. Il suffit de poursuivre dans la même direction... « La sortie de crise par l'austérité ! ».

Hélas il suffit d'évoquer les situations dramatiques des populations de la Grèce, du Portugal, de l'Irlande, de l'Espagne, de l'Italie ou de l'île de Chypre pour mesurer l'enfumage qui vise à masquer la dépression économique installée depuis plusieurs années sur l'Europe capitaliste.

Ces propos lénifiants, chacun a pu les entendre le plus souvent dans la bouche d'un ministre socialiste du gouvernement ou d'un commissaire européen, tel Olli Rehn chargé des affaires économiques précisant l'essentiel pour 2013 : « Au mois de mars, on ne sera pas intransigent sur le seuil des 3 % (de déficit budgétaire), à condition que la France confirme les principales réformes structurelles annoncées ».

Ainsi l'important aux yeux des tenants de l'Europe libérale, c'est que « l'exception française », dont le programme du Conseil National de la Résistance avait jeté les bases, soit remis en cause : **Le rapport de force qui avait permis d'imposer au patronat, des**

cotisations sociales et des droits pour les salariés dans les entreprises, une solidarité entre les générations pour assurer au plus grand nombre une protection sociale contre le chômage, pour la santé, les retraites... Le modèle social français est un mauvais exemple à suivre pour ceux qui veulent construire un capitalisme à « l'américaine » où les assurances privées individuelles couvrent les risques d'une société, où tout se vend et tout s'achète. **Le MEDEF est le relais de ces idéaux, à la conférence entre les syndicats et le patronat sur le marché du travail.** Au nom

de la lutte contre le chômage, le gouvernement appelle de ses vœux un compromis historique, novateur, rebaptisé flexi-sécurité qui ferait accepter l'idée selon laquelle « les licenciements d'aujourd'hui créeront l'emploi de demain ! ». Précariser et assouplir le Code du travail serait créateur d'emplois ! On connaît la recette et son résultat.

Plus inquiétant, dans une tribune du quotidien **Le Monde (3 janvier) le premier ministre prône « un nouveau modèle français »**. Il s'agit de le renouveler en profondeur...pour l'adapter au temps présent. Dédouanant le libéralisme et les politiques conduites en Europe...il souligne que « d'autres pays s'en sortent mieux que nous ». Qui ?... « L'Allemagne » !

Redressement budgétaire, lutte contre l'endettement, Pacte national pour la compétitivité... **Le gouvernement Hollande-Ayrault est un bon élève du modèle européen social-libéral...** c'est pourquoi les marchés financiers, le FMI et les commissaires de Bruxelles, se montrent compréhensifs vis-à-vis de cette France là.

La responsabilité des communistes pour cette nouvelle année 2013 est de continuer à porter l'espoir des luttes, pour que triomphe vraiment dans la vie de tous les jours, les objectifs du rassemblement politique qui a su chasser la droite depuis dix ans au pouvoir.

De vous à moi

Spolier n'est pas jouer ! La facture des banques américaines pour solder la crise des subprimes ne cesse de grimper ! Été 2007, nous arrive des Etats-Unis la nouvelle de l'expropriation massive de petits propriétaires, par leurs créanciers. Devant la montée spéculative de leurs taux variables, ces emprunteurs ne peuvent plus rembourser la dette, du prix de l'achat de leur maison. Par millions ils vont se retrouver à la rue...**Mais soudain à l'automne 2010 les procédures s'arrêtent devant l'accumulation de plaintes.** Des centaines de milliers de dossiers avaient suivi leur cours quasiment sans vérification. En Floride, la division hypothécaire de JP Morgan Chase a reconnu qu'elle signait jusqu'à 18000 demandes d'expulsion par mois, soit un dossier toutes les...35 secondes. **Coût du dédommagement des emprunteurs dont elles avaient illégalement fait saisir les biens immobilier ou qu'elles avaient poursuivis pour obtenir des remboursements indus : 20 milliards de \$! A vous déguster des affaires...**

En bref

Un trou dans la caisse !



IL ÉTAIT UNE FOIS UN PETIT LUTIN EN CAMPAGNE...

Les comptes de campagne du candidat Sarkozy ont été rejetés. Trop de confusions entre les déplacements du président en exercice et du candidat, faisant une pierre deux coups. Le total dépasse les 22.509.000 euros autorisés pour un candidat parvenant au second tour. Si le conseil constitutionnel confirme, le trou dans la caisse de l'UMP sera de 11 millions d'euros !

Pauvre femme abusée par un avocat véreux.

Pascal Wilhelm, avocat déjà poursuivi pour abus de faiblesse à l'égard de sa cliente, a été mis en examen pour complicité d'abus de confiance aggravé pour son rôle dans l'investissement d'une part de la fortune de sa cliente (la même) dans la société LOV Group de l'entrepreneur Stéphane Courbit. Décidément madame Liliane Bettencourt, avait de bien mauvaises fréquentations...

Au nom de l'égalité...la discrimination !

Une nouvelle réglementation européenne entre en vigueur pour obliger les assureurs à appliquer aux femmes et aux hommes des tarifs identiques «sans distinction fondée sur le sexe ». Or il se trouve que les conducteurs sont plus « coûteux » en accidents que les conductrices, contrairement à un préjugé calomnieux. Cette différence objective justifiait des tarifs moindres...Mais pour les néo-libéraux de Bruxelles il y avait là une niche qui va rapporter gros !

Radio France ne veut pas de l'austérité !

France Inter ne diffuse plus que de la musique depuis plusieurs jours. **La suppression de quatre postes de techniciens est la goutte d'eau qui fait déborder le vase.** Déjà l'été dernier pour des restrictions budgétaires, les programmes de nuit ont été supprimés. La grogne s'accumulait, le mouvement est massivement suivi avec la compréhension de certains journalistes.

Pourvu que les enfants n'attendent pas...

Le conseil supérieur de l'éducation instance consultative a rejeté par 5 voix pour, 30 abstentions, 23 votes contre et 14 refus de vote, le projet de décret sur les rythmes scolaires qui peut rétablir la semaine de 4,5 jours dès la rentrée de 2013. Ce texte prévoit le rajout du mercredi matin en primaire, ou du samedi matin sur dérogation. Les syndicats d'enseignants parlent d'un texte «bricolé et in complet ». Et les parents d'élèves ?

Les derniers chiffres du recensement : quelques repères.

62.7 Millions. C'était le nombre d'habitants au 1er Janvier 2010 pour la seule France métropolitaine. Entre 2006 et 2010, la France a gagné 1,4 millions d'habitants, soit un rythme d'accroissement deux fois plus rapide que la moyenne des pays d'Europe. Les classes creuses de l'entre deux guerre représentent 570.000 décès annuels seulement, alors que le nombre des personnes en âge d'avoir des enfants reste élevé, ce qui donne 820.000 naissances par an. Les pays de la Loire font partie des six régions les plus dynamiques, avec un gain de 1 million d'habitants de 1968 à nos jours, portant la population totale à 3.572.000 d'habitants. Des disparités profondes se creusent face à l'explosion démographique de la Loire Atlantique (1.282.000 en 2010). Avec 13.450 habitants de plus chaque année, le département est parmi les quatre premiers de France à la croissance la plus rapide. Une augmentation qui est le fruit pour moitié, d'un flux constant de nouveaux arrivants. Cette poussée se concentre très largement autour du grand pôle urbain Nantais.



En Loire-Atlantique

3

36^{ème} congrès : Rallumons les étoiles



Les communistes veulent rallumer les étoiles

En vu du 36^{ème} congrès qui se déroulera du 7 au 10 février à Aubervilliers, les communistes travaillent depuis de nombreuses semaines sur les orientations qui vont régir leur parti pour les années à venir.

Le 15 décembre dernier, ils ont choisi comme base commune de discussion le texte proposé par le Conseil National de leur parti : « Il est grand temps de rallumer les étoiles » (à 73,15% nationalement, à 84,7% dans notre département). Depuis la semaine dernière les premières conférences de sections se tiennent et se tiendront jusqu'au 27 janvier prochain. C'est l'occasion pour l'ensemble des communistes de débattre et d'enrichir le texte commun qu'ils se sont choisis. Quelles analyses de la situation, politique, économique, sociale et sociétales portent-ils ? Comment répondent-ils aux grands enjeux de leur temps ? Comment gagner le changement et faire gagner l'idée de ce changement dans la société ? Quel parti, quelle organisation pour y parvenir ? Telles seront quelques-unes des questions posées à l'occasion de ce congrès et nul doute que les communistes auront à cœur de répondre à ses enjeux. Ainsi, les communistes délibéreront sur leurs orientations, mais aussi sur les statuts et les directions. Ils aborderont toutes ces réflexions à l'heure où la crise bat son plein et où l'austérité sert de boussole. Pour autant, l'ensemble de ces travaux doit non seulement donner un cap aux communistes mais aussi, faire gagner l'idée que le changement est possible et qu'une alternative crédible au capitalisme existe. C'est sans nul doute ce qu'entendent porter les communistes, avec l'ensemble de leurs partenaires dans le but d'engranger un mouvement durable de transformation de la société.

D'ores et déjà, les adhérents qui le souhaitent peuvent faire parvenir, de manière individuelle ou collective, des

amendements au texte auprès de leurs responsables de section ou de la fédération.

Ce premier temps en conférence de section se poursuivra ensuite jusqu'à la conférence fédérale qui aura lieu du 1er au 3 février prochain à la carrière de Saint-Herblain.

Les Conférences de section en Loire-Atlantique

Les conférences à venir :

- **Trois Rivières** : le 18 janvier à 20h30, salle du 14 juillet à Blain.
- **Brière** : le 18 janvier de 18h à 22h et le 19 janvier de 9h à 12h salle Jacques Duclos à Trignac
- **Nantes** : le 18 janvier de 18h à 20h30 à la fédération du PCF et le 19 janvier de 9h à 16h30 à la maison des syndicats
- **Saint-Nazaire** : le 18 janvier de 18h à 22h salle de la ferme couronné et le 19 janvier de 9h30 à 13h salle du jardin des plantes
- **Rezé Sud Loire** : le 19 janvier de 9h à 17h salle du seil
- **Presqu'île** : le 24 janvier de 18h30 à 21h, salle du moulin d'argent à Pornichet
- **Loire et Sèvre** : le 25 janvier de 19h à 22h et le 26 janvier de 9h à 14h, salle des vignes aux Sorinières

Les conférences passées :

- **Basse Loire** : le 12 janvier
- **Saint-Herblain** : le 12 janvier
- **Val de Loire** : le 14 janvier

Voir les comptes rendus de Basse-Loire et de Saint-Herblain en page 8. (À l'heure où nous imprimons ces lignes nous ne pouvons rendre comptes de la conférence du Val de Loire.)



Vite lu vite dit

Le Puy du fou soutient Depardieu.

Philippe de Villiers, a dénoncé « ceux qui poussent à l'exil le talent, la création et l'esprit d'entreprise ». Soulignant « cette amitié que nous avons pour Gérard », l'ancien président du Conseil Général de Vendée a déclaré que l'acteur trouvera toujours au sein du grand parc vendéen « une terre d'asile artistique ». Quand le ci-devant rivalise avec le nouveau Tsar de toutes les Russies, ça peut faire un nouveau spectacle...

Nantes is the new Green Capital.

Nantes a été désignée par l'Union européenne Capitale verte de l'Europe pour l'année 2013. Ce qui nous vaut une campagne d'affichage « Happy Green year ! »

Pourquoi en anglais...?! Pour être compris par les touristes bien sur. Il était impensable d'avoir « Frohes Grünes Jahr ». Tout le monde aurait pensé qu'il s'agissait du tournage d'un film historique...

Trafic aérien plombé sur Nantes.

Treize vols annulés sur 17 programmés, retardés ou détournés sur Rennes, Poitiers et Bordeaux, le samedi 22 Décembre à l'aéroport de Nantes-Atlantique, en raison des conditions climatiques défavorables. Le vent arrière était trop fort pour atterrir par le sud-ouest en survolant le lac de Grandlieu. Par malchance, la couche nuageuse était trop basse pour permettre un atterrissage par le Nord en survolant le centre ville.

5000 ordinateurs aux lycéens boursiers.

Les jeunes de seconde ou entrant en apprentissage, bénéficiant d'une bourse peuvent acquérir un ordinateur portable d'une valeur de 430 euros, moyennant une participation financière s'échelonnant entre 20 et 200 euros selon la bourse. Ce dispositif Ordi-pass mis en place par la région représente un investissement de 2 millions d'euros, vise à réduire la fracture numérique au sein de la jeunesse.

Voyage civique en Palestine.

Il suffit d'avoir entre 18 et 25 ans et d'être domicilié dans l'une des 4 villes partenaires à savoir, Saint-Nazaire, Rezé, Saint-Herblain et Nantes. Huit jeunes de ces communes seront sélectionnés pour participer au programme étalé sur 6 mois découpé en 3 parties : 1 mois de préparation en février, 3 mois sur place de mars à fin mai en PALESTINE et 2 mois de valorisation et de diffusion de l'expérience. (Association CEMEA).

Le Centre de culture populaire de Saint-Nazaire fête son demi-siècle.

Au début des années 60 le comité d'entreprise d'Aérospatiale développe des ateliers théâtre pour les salariés. De cette expérience est sortie l'idée de fédérer d'autres C.E pour développer la culture dans le monde du travail. Aujourd'hui 25 comités d'entreprise du pays nazairien sont irrigués par le CCP. Son 50^e anniversaire offre un riche calendrier à l'adresse des salariés et des responsables de C.E. (ccp-asso.org et contact@ccp.asso.fr ou 02.40.19.06.55.)

Rencontre du 36^{ème} congrès entre les Vétérans du PCF et les Jeunes communistes

Le mardi 8 janvier dernier a eu lieu, à la fédération de Loire-Atlantique du PCF une rencontre entre les vétérans



et les jeunes et étudiants communistes. Dans le cadre de la préparation du XXXVI^{ème} congrès cette soirée de discussion et de débat a permis d'échanger sur ce moment de démocratie fort de notre organisation, qui permet à la fois de faire un bilan de la dernière période et de dresser des perspectives pour l'avenir. Facteur commun entre les aînés et la jeunesse, qui sont en première ligne des politiques capitalistes, la question de la précarité s'est révélée très prégnante dans le débat. **Celui-ci a permis de développer un regard croisé sur les évolutions du monde du travail, du militantisme et de l'engagement d'hier à aujourd'hui.** Un fait clairement souligné par les diverses

interventions notamment l'accentuation de la fragmentation et de l'individualisation des situations et des parcours

qu'ils soient professionnels ou de formation au sein de la jeunesse, rendant plus complexe l'engagement collectif pour notre génération. Pointant également **les dynamiques convergentes de luttes entre génération à l'œuvre à différentes périodes** (exemple dernièrement des retraites), les jeunes communistes et leurs aînés ont pu développer un regard lucide et combatif sur la situation actuelle et sur ses évolutions. Cette rencontre réussie participe ainsi à faire de ce congrès le catalyseur des énergies et des espoirs des militants et des classes populaires, pour rendre toujours plus crédible et forte l'alternative de progrès portée par le PCF.

MIEUX VAUT UN MARIAGE GAY QU'UN MARIAGE TRISTE



2013 sous le signe de la mobilisation ! 4

La loi doit changer !



2013 : les migrants ont-ils le droit d'espérer ?

L'année 2012 a vu la fin du gouvernement présidé par Monsieur

Sarkozy et de sa politique de plus en plus répressive à l'égard des migrants, boucs émissaires des difficultés économiques de notre société. Nous nous en sommes réjouis et avons souhaité très fortement la mise en oeuvre d'une toute autre politique, respectueuse des droits de tous.

En ce début d'année, beaucoup reste à faire.

Régularisation des migrants "sans papiers" : nous ne pouvons nous satisfaire de la circulaire Valls. Elle exige 5 ans de présence en France pour des parents d'enfants scolarisés ou des personnes qui peuvent faire la preuve d'un travail salarié. Beaucoup de personnes sont là depuis 3 ou 4 ans; elles ont eu le temps de construire une vie ici ; leurs enfants sont intégrés dans leurs classes, ils ont appris le français. Que vont-ils devenir ? Rester des sans papiers condamnés à se cacher dans la crainte d'une expulsion, vivre dans la plus grande précarité sans droit au travail et à un hébergement décent ?

Je pourrais évoquer les Roms, le vote des étrangers... beaucoup reste à faire ! **Le MRAP reste vigilant dans sa lutte pour l'égalité des droits de tous, français et étrangers.**

Françoise Thoumas, présidente du comité de Nantes du MRAP

Palestine

2013 : Quels souhaits pour la Palestine ?

2012 : Entrée de l'Etat de Palestine à l'ONU, mais aussi, une nouvelle attaque de Gaza et l'accélération de la colonisation israélienne...

Pour l'année qui s'ouvre, faisons un rêve : **Le blocus de Gaza est enfin levé, la colonisation de la Cisjordanie est gelée avant un retrait programmé. Les incursions militaires en Cisjordanie cessent. Le principe du droit au retour des réfugiés est reconnu par Israël. Fatah et Hamas signent un accord et organisent des élections.**

Ce n'est qu'un rêve ? Oui, mais ce processus pourrait s'enclencher si la France, l'UE se décidaient enfin à dire « Stop ! L'impunité d'Israël a assez duré, mettons en place des sanctions économiques et diplomatiques contre l'Etat d'Israël tant qu'il ne respecte pas le droit. »

À nous citoyens et responsables politiques d'inciter le gouvernement à s'engager dans cette voie.

Pierre Leparoux, Co-président Association France Palestine Solidarité



Voilà ce que nous voulons voir changer en 2013 !

Quelques acteurs des mouvements sociaux et politiques formulent leurs vœux !

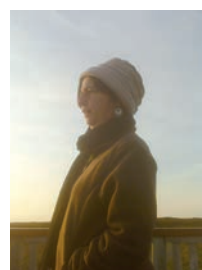
Pour que l'école ne soit pas un vœu pieu

Dire que durant le règne du précédent gouvernement, l'école a été malmenée est un euphémisme. Il a laissé des traces difficilement réparables dans tous les domaines : conditions d'exercices du métier déplorables avec les conséquences sur les apprentissages des élèves, taux d'encadrement dégradé, salaire en berne, RASED réduits à néant, formation sacrifiée... Bref, des plaies béantes sont à soigner et rendre attractif le métier d'enseigner est devenu impératif.

Si l'actuel gouvernement a donné des signes d'une volonté d'améliorer l'école, les enseignants, les parents et bon nombre de partenaires sont cependant interrogatifs concernant la méthode qui manque cruellement de concertation. Enfin, tout un chacun peut se demander ce que sera la portée réelle des changements nécessaires à la réussite de tous les élèves dans un cadre politique marqué par l'austérité.

Donc, en 2013, changer l'école, oui, mais pas n'importe comment et AVEC les principaux concernés.

Corinne Le Bronze, enseignante



Logement

On nous annonce une année 2013 de restriction. Aussi, je fais le vœu que la crise ne soit pas l'alibi perpétuellement avancé pour faire reculer les attentes sociales.



Je souhaite aussi, que le changement tant espéré en mai dernier, soit enfin au rendez vous en 2013, notamment sur les questions du logement, en passant par :

-Un gel des loyers dans tous les secteurs locatifs ;

- La construction de logements véritablement sociaux ;
- La revalorisation de 25 % (minimum) des aides personnelles et la prise en compte dans le calcul de la totalité du coût des charges locatives ;
- L'abrogation de la loi Molle, dite loi Boutin ;
- L'arrêt de toutes les saisies, expulsions, coupures d'eau, de gaz et d'électricité ;
- La mise en oeuvre d'un service public national et décentralisé du logement et de l'habitat.

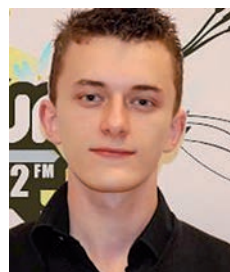
Ensemble, faisons de 2013 une année forte, de rencontre, d'initiative, d'action, de convergences pour faire respecter le droit au logement pour tous, en pesant sur les choix économiques et sociaux, qui aujourd'hui frappent durement les plus démunis.

Guy BERNARD, communiste, militant de la CNL.

Jeunesse

2012, fût pour la jeunesse l'année d'un triste nouveau record.

Celui de l'âge moyen de décrochage du premier emploi stable passant de 26 à 29 ans. Dans ce contexte, **cette nouvelle année qui débute devra pour le gouvernement et l'ensemble des responsables politiques de ce pays placer au centre de ses priorités les réponses à apporter à la précarisation croissante que connaît la jeunesse.** Accès aux parcours de forma-



tion, droit effectif à la santé, aux transports et à la culture, sécurisation des parcours professionnels sont autant de besoins exprimés par un nombre important de jeunes. Pour cela, **des politiques volontaristes rompant avec les mesures libérales passées devront se développer.** Les communistes, jeunes ou moins jeunes, mettent en avant la nécessité de sortir les besoins essentiels de cette génération de la loi du marché, notamment en permettant à chacun d'avoir les moyens de s'émanciper par l'extension des services publics, notamment celui du logement étudiant par sa nationalisation et par la mise sur pied d'allocations de formation ou de recherche du premier emploi.

Robin SALECROIX, secrétaire du MJCF44

Pour que l'école ne soit pas un vœu pieu.

En 2013, les promesses de changement faites par F. Hollande doivent devenir une réalité.

A l'heure où les plans sociaux se multiplient, où les licenciements par ruptures conventionnelles, les plans de départ volontaires sont en augmentation exponentielle et où le chômage explose, les salariés ont besoin de droits individuels et collectifs plus forts et protecteurs.

Les salariés d'Alcatel, d'Arcelor, de RFS, des chantiers navals, de la Samro, de Micmo gitane, La Régionale et bien d'autres peuvent en témoigner.

Pour la CGT, le CDI, l'emploi stable doivent redevenir la norme. La CGT s'oppose aux velléités du Medef de déréglémenter encore plus vite le code du travail et la législation du travail. Nous voulons qu'une loi combattant la précarité et le chômage renforçant les droits

des salariés et de leurs représentants soit au plus vite votée à l'Assemblée nationale. Les salariés doivent prendre leurs affaires en main, se mobiliser pour exiger du Patronat et des directions l'ouverture des NAO, dans tous les lieux de travail, sur les salaires, l'égalité Femmes/Hommes, la qualité de vie au travail, l'emploi et les conditions de travail... pour faire reculer la précarité.

En 2013, tous mobilisés.

Marie-Claude ROBIN, secrétaire générale CGT 44



Pour le développement du service public

Faire changer le cap au gouvernement est l'une des nécessités pour l'année 2013 ! En effet, l'annonce du pacte de compétitivité et la réduction programmée de 2,4 milliards d'euros des dotations de l'Etat sont des coups très durs pour l'intérêt général et les collectivités. L'élaboration en cours des budgets devient un véritable casse-tête pour les élus face aux besoins qui vont grandissants.

Cette voie de l'austérité, loin de s'appuyer sur les atouts anti-crise que représentent les collectivités, les affaiblit et les conduit tout droit dans une impasse dangereuse. La réduction drastique des dépenses publiques offre ainsi aux marchés et aux grands groupes privés des pans entiers de l'activité que les collectivités ne pourront plus assurer.

A cela s'ajoute en cette fin d'année des signaux inquiétants quant au contenu de la réforme territoriale.

Après la censure de la taxe des 75%, il faut rebondir vers une vraie réforme fiscale, plutôt que de continuer à faire croire que le manque de ressource viendrait du fait que nous gérons mal nos priorités.

Souhaitons que s'ouvre en 2013 un véritable débat élu-e-s et citoyens pour construire des propositions alternatives qui permettent aux collectivités de répondre aux injustices et relancer la croissance.

Au cœur de ces propositions se trouvent les finances locales qui sont plus que jamais ce « nerf de la guerre » indispensable à la mise en oeuvre des projets émancipateurs dont nous avons tous besoin.

Sabine MAHE, maire de Trignac



Libérez Mumia !

La Cour Suprême des États-Unis a mis un terme à 30 ans d'acharnement judiciaire en jugeant anticonstitutionnelle la condamnation à mort prononcée de Mumia Abu-Jamal, mais rejette sa demande d'un nouveau procès. Il serait toujours condamné à mourir en prison, alors que son procès de 1982 souffre d'une iniquité patente et de racisme avéré pour Commission des droits de l'Homme de l'ONU, Amnesty International, et le Parlement européen. Face à ce déni de justice, **SIGNEZ LA PETITION** demandant au Ministre de la Justice US d'user de son autorité pour donner à Mumia Abu-Jamal les moyens de défendre son innocence et retrouver au plus vite la liberté !
http://www.avaaz.org/fr/petition/Pour_Mumia_AbuJamal_une_seule_justice_sa_liberation/?cRtRjbb

TPE = Cgt largement en tête

Avec un résultat de **29,54%**, la Cgt arrive en tête du premier scrutin de représentativité dans les très petites entreprises. 465 756 électeurs se sont exprimés malgré les innombrables obstacles. Derrière, la Cfdt avec 19,26% et Fo 15,25%. **En Pays de la Loire**, la Cgt est également première, avec **25,15%**. Ce résultat donne du poids aux exigences des salariés de TPE et renforce leur volonté d'**obtenir à l'avenir de véritables lieux de négociations** avec des élus pour les représenter.

Le social au cœur

5

Vendredi noir pour le code du travail



Ainsi, une fois de plus, **Cfdt, Cftc et Cgc ont fait les paillassons du Medef**. **Usine Nouvelle** explique : « C'est un peu un accord à l'Allemande. Les salariés y ont gagné une place dans les vrais organes de décision de l'entreprise et les dirigeants **le droit de modifier temps de travail et salaires pour passer les coups durs**. Les contrats à temps partiel, les contrats courts sont encore plus **encadrés** mais les entreprises bénéficieront d'allègement de charges pour embaucher des salariés de moins de 26 ans. » **En effet, très encadrés !** : surcotisation chômage (patronale) sur les CDD de "surcroît d'activité" de moins d'un mois (3 %), de 1 à 3 mois (1,5 %) et sur les CDD dits d'usage, dérogatoires (0,5 %). En échange, exonération de 3 à 4 mois pour l'embauche d'une personne de moins de 26 ans en CDI... **Le Figaro** précisait : Dans une version minimaliste (taxation des CDD de moins d'un mois), la facture s'élèverait à 60 millions d'euros. Rien à voir donc avec les 3 milliards que représenterait l'exclusion des CDD hors du périmètre d'attribution du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), une menace agitée avant le week-end par Michel Sapin. Aussi **Usine Nouvelle** apprécie ainsi le texte : « cet accord semble équilibré mais les droits des uns donnent des obligations aux autres. Les représentants de salariés par exemple auront le devoir de comprendre la situation

dans laquelle se trouve une entreprise. **Le devoir de ne pas s'opposer de manière stérile** à des mesures nécessaires à sa survie. Le devoir de ne plus être dans une attitude de demande à l'égard de leurs dirigeants mais aussi d'offres. » En bon français : **le devoir de ne plus revendiquer**. Et **Le Monde** de titrer : « **Négociation sur l'emploi : le pari de la CFTD et du patronat sur la flexibilité** » Et de rappeler : « C'est la première fois, depuis l'échec de la négociation de 1984 sur la flexibilité, qu'est signé un tel texte. En ce sens – et non par le nombre de ses signataires –, il est bien historique. Il donne la possibilité aux entreprises de s'adapter à la dureté des temps en négociant des accords de compétitivité-emploi et des procédures de licenciement économique simplifiées ».

Point de vue des syndicats : Pour la CFTD, la situation catastrophique de l'emploi, qui a toujours été sa priorité, imposait d'innover et de **prendre le risque de donner plus de flexibilité aux entreprises**. On ne peut pas dire qu'ils ne savent pas ce qu'ils s'apprêtent à signer après leur bureau national de la centrale des 16 et 17 janvier devant se prononcer pour la forme sur le texte. De leur côté, Agnès Le Bot (CGT) et Stéphane Lardy (FO) ont dénoncé un **"accord inacceptable"**. Il "accroît la flexibilité, la précarité et les libertés de licencier pour l'employeur", a accusé la cégétiste, tandis que le leader de FO se disait "extrêmement déçu" par un texte **"déséquilibré"**, dont on ne peut attendre que "plus de chômage". **Quant au chef de file patronal**, Patrick Bernasconi, il a exprimé sa "satisfaction" que la négociation ait abouti à "des choses très structurantes pour notre pays, pour les entreprises et pour l'emploi". **"La France figurera désormais parmi les meilleures références pour ce qui est de la flexi-sécurité"**.

Le conseil des ministres sera saisi d'un projet de loi au début du mois de mars.

La suite donc au printemps à l'Assemblée nationale et au Sénat !

En bref



Rojbin

Trois militantes kurdes assassinées le 9 janvier à Paris dans une attaque armée au Centre d'Information du Kurdistan. Elles s'appelaient Sakine Cansiz, l'une des fondateurs du PKK, Fidan Dogan (Rojbin), représentante en France du Congrès National du Kurdistan (KNK), et Leyla Soylemez. Cette attaque intervient au moment où le gouvernement turc entame des négociations directes avec le leader kurde Ocalan, emprisonné sur l'île d'Imrali depuis 1999 sous isolement total... **NLA s'associe à la douleur et la révolte du Peuple Kurde**. Intensifions les actions de solidarité afin que soit brisé le mur du silence sur la tragédie de ce peuple, pour que la France et l'UE interviennent auprès du gouvernement turc pour que cesse la répression

Neutralité du Net : France : 0 – Slovence : 1 !

Après les Pays-Bas, la Slovence vient de se doter d'une loi fondamentale (votée le 20 décembre et publiée le 31 décembre 2012) sur la « neutralité du net ». Il s'agit d'interdire un filtrage des contenus, une réduction du débit et une restriction d'accès à un quelconque service disponible sur Internet. Cela signifie aussi que le fournisseur d'accès ne peut privilégier un contenu, un service ou le transfert d'une information par rapport à une autre. Il ne peut y mettre un accès payant ; enfin il a interdiction de moduler les offres en fonction du coût de l'abonnement, introduisant ainsi une disparité entre les citoyens, riches ou pauvres.

Soutien aux sans papiers !

Dans un communiqué du 9 janvier, et au 69ème jour de la grève de la faim pour les sans-papiers de Lille, le Collectif « Uni-es Contre une Immigration Jetable » de Nantes dénonçait l'attitude du gouvernement, jouant l'épreuve de force et le mépris. Il lui demandait instamment d'ouvrir le dialogue avec le comité des sans-papiers et les grévistes de la faim. La circulaire Valls de novembre 2012 est en effet très restrictive. A Nantes aussi, de nombreux sans-papiers attendent une régularisation. Le Collectif UCIJ y rencontre le préfet le 24 janvier.

1 491

c'est le nombre d'années de SMIC qui équivaut, en 2011, aux revenus de Maurice Levy, patron de Publicis...

MARIAGE POUR TOU-TE-S ÉGALITÉ !

Dimanche dernier, les forces réactionnaires se mobilisaient contre le droit au mariage pour tous. UMP, Front national et intégristes religieux ont ensemble foulé le pavé sur fond homophobe et rétrograde. Face à cela, François Hollande plaide pour « une clause de conscience » en faveur des maires qui refuseraient de célébrer des mariages de couples de même sexe... Et les députés socialistes viennent de retirer l'amendement pour la procréation médicale assistée pour les couples de femmes. Désolant et indigne ! Le projet de loi institue le mariage pour tou-te-s, mais n'en demeure pas moins discriminant. **Les progressistes doivent reprendre la main et se faire entendre !** POUR la procréation médicalement assistée (PMA) pour toutes les femmes ayant un projet parental, POUR l'adoption conjointe hors mariage, POUR la signature en mairie de tous les contrats de couples : PACS comme mariage, POUR le droit de tous les enfants à la filiation avec l'ensemble de leurs « parents sociaux », POUR la facilitation du parcours et le changement d'état civil libre et gratuit pour les personnes transgenres. Car ces inégalités devant la loi sont des discriminations qui légitiment tous les discours homophobes et transphobes.

MANIFESTATION à Nantes : Samedi 19 janvier – 14h30 place du Bouffay.



STX : une première bouffée d'air



La sous-traitance de la Navale, c'est des dizaines d'entreprises, et des milliers de salariés et intérimaires. Jusqu'aux annonces récentes, tous courbaient le dos, inquiets. Leurs patrons, regroupés dans Néopolia, considéraient la commande du paquebot Oasis, « comme une bonne nouvelle, qui ne règle pour autant pas tout. » En effet, reste à trouver des marchés pour tenir jusqu'à septembre. Et beaucoup dépend ensuite de la politique adoptée par STX dans son attribution de marchés sous traités.

Ainsi, on apprend que 2 bateaux construits par STX en Norvège vont être basés à St Nazaire, mais arrivent avec les sous traitants norvégiens chargés de leur maintenance ! **Aymeric Seassau**, rencontrant ces entreprises avec la délégation du conseil régional résume ainsi les choses : « pour les sous traitants beaucoup va dépendre de la façon dont STX se comportera. Et au-delà d'Oasis, il faut poursuivre la mobilisation de la population et des personnalités, pour obtenir la construction des ferries SNM à Saint Nazaire. »

Archives filmées du PCF : un fonds documentaire inestimable !

Ciné-Archives, qui a pris la suite des différentes structures audiovisuelles militantes créées par le PCF dans les années 1970, possède et valorise aujourd'hui plus de 1200 films réalisés par des amateurs ou des professionnels du cinéma (Jean-Paul Le Chanois, Louis Daquin...). **C'est une aventure unique en France que l'utilisation de « l'outil cinéma » par un parti politique au service de son idéal.** Ces tournages entre 1960 et 1980 au sein des municipalités communistes de la banlieue, témoignent de ce qui fut vécu un temps comme des « îlots de socialisme ». Dans « la ceinture rouge de Paris » documentaire couvrant les années 1930-1950, ou « la terre fleurira » consacré à la vente de l'Humanité, se trouvent quelques trésors... **Le document le plus ancien, la Fête de Garches, date de 1928.** Sur le Front populaire, la guerre d'Espagne, ce fond apporte de précieux éclairages, ainsi que 200 films consultables sur demande, issu des pays « du socialisme réel » après la guerre. **Ce patrimoine du XXe siècle reste, pour les historiens et les documentaristes qui viennent régulièrement y puiser des images un outil précieux.**



Culture, idées

6

Lire

La Folle journée de Nantes 2013



Du mercredi 30 janvier au dimanche 3 février 2013, La Folle Journée a choisi pour sa 19ème édition de retracer un vaste panorama de la musique française et espagnole de 1850 jusqu'à nos jours, soit de Georges Bizet à Pierre Boulez, avec un accent mis sur ce qui constitue véritablement l'âge d'or de la musique française : des années 1870 aux années 1940.

Tandis que s'éteignent les derniers feux du romantisme avec Alkan et à l'heure où Bizet révolutionne l'opéra français avec Carmen, Camille Saint-Saëns, César Franck puis Vincent d'Indy, fondateur de la Schola cantorum, sont à l'origine d'un véritable renouveau de la musique française, tant dans le domaine de l'écriture orchestrale que dans celui de l'art vocal avec la mélodie.

Pensée en couleurs et en dissonances douces, épurant les lignes mélodiques et assouplissant les formes, cette musique toute de subtilité et de raffinement ouvre la voie aux deux compositeurs les plus novateurs au tournant du siècle Claude Debussy et Maurice Ravel, qui renouvellent en profondeur le langage musical et préparent les grandes conquêtes à venir.

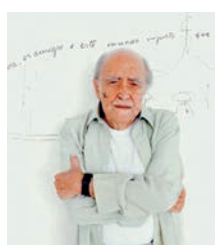
Le "temps" de Debussy et Ravel, c'est une époque étonnamment fertile qui voit se côtoyer à Paris, la "ville-Lumière", les figures les plus marquantes du monde artistique: peintres, poètes, musiciens au premier rang desquels les compositeurs espagnols Albéniz, Manuel De Falla et Granados.

C'est tout ce climat d'effervescence et d'émulation artistique dont la Folle Journée 2013 se fera l'écho.

De Berlioz à Boulez en passant par de Falla et Albeniz, elle propose des clin d'œil à Rameau et Couperin qui ont inspiré Ravel et Debussy.

Billetterie : aux guichets de la cité des congrès ou sur internet

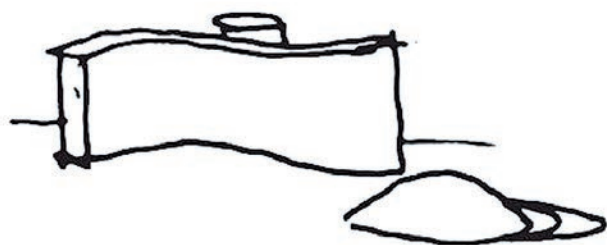
Hommage à Oscar NIEMEYER (1904-2012)



La grandeur d'un génie se mesure à son humilité, à son sens de ses limites, à sa « conception réaliste de la vie »-comme il aimait dire- «qui nous porte à avoir conscience de la fragilité des choses et nous fait devenir plus simples et humains, en nous empêchant de nous attacher de façon morbide à elles ».

Sur l'immense et surprenante production de Niemeyer on peut dire tout ce que l'on veut mais le fait est qu'elle a bouleversé les canons de l'art et de l'architecture et qu'elle a inspiré une multitude d'artistes contemporains. «Ce qui m'attire c'est la courbe libre et sensuelle, la courbe que je rencontre dans le parcours sinueux de nos rivières, dans les nuages du ciel, dans le corps de la femme préférée. L'univers entier est fait de courbe »... un des aspects les plus significatifs de ses créations a été sa capacité de penser les monuments, les édifices et les villes comme espace public,...comme une invitation à chacun à faire s'exprimer son esprit créatif et convivial. Son architecture ne peut pas être séparée du grand homme politique qu'il a été. Il n'avait de cesse de dire qu'« il ne suffit pas de faire une ville moderne : le plus important est de changer la société ». La génialité de Niemeyer a tiré nombre de ses inspirations de ses convictions politiques, du fait d'avoir été un communiste authentique. Son programme de vie se résumait dans ces mots «tant qu'il y aura dans le monde de l'injustice et de l'inégalité, moi je serai un communiste ». Il l'a fait lucidement jusqu'à 104 ans.

Extraits de la lettre de Giovanni Semeraro, professeur de philosophie à l'Universidade Federal Fluminense, Niteroi à Rio de Janeiro. (la revue).



Siège National du PCF,



Maison de la culture du Havre



Congrès National - Brasília



Théâtre de Niteroi

La crise qui vient : la nouvelle fracture territoriale

Dans les nombreux travaux consacrés à la crise, le facteur territorial est peu présent, voire carrément absent. Si on évoque incidemment la dimension géographique des phénomènes économiques et sociaux, c'est dans le seul registre des conséquences, comme si le territoire n'était que le champ d'épanouissement de la crise, le lieu passif de ses retombées, un objet et non un sujet. Or, montre Laurent Davezies dans cet ouvrage, la fracture territoriale existe bel et bien. Elle menace même de devenir un gouffre.

L'idée qui domine c'est qu'en trente ans la fracture territoriale est venue creuser la fracture sociale. Si les métropoles ont gagné à la mondialisation, dit-on, les territoires du "désert français" ont été les grands perdants. C'est faux, souligne l'auteur, même si force est de constater que la lutte contre les inégalités territoriales et la lutte contre les inégalités sociales se sont en effet découpées. Les deux crises successives que vient de connaître le pays sont dès lors por-

teuses d'un nouveau régime d'inégalités pour les années à venir. Le choc de 2008-2009 et la crise de la dette qui s'est ouverte en 2011 ont produit, et continueront de produire, des effets très asymétriques sur les territoires, fragilisant encore plus les plus vulnérables, tandis que les effets amortisseurs bénéficieront à ceux qui étaient, et qui seront, les moins atteints. Ces mutations montrent également que la crise n'est pas réductible aux seuls dysfonctionnements du capitalisme.

Ce livre propose un triple point de vue sur les difficultés que la France rencontre aujourd'hui. Interterritorial, en ce qu'il révèle la fragmentation spatiale à l'œuvre ; politique, parce que la déstabilisation de certains territoires ancre durablement le niveau de l'abstention et la montée du vote FN. La segmentation du territoire recompose les formes du désarroi social et annonce l'avènement de nouvelles expressions politiques ; prospectif, car la mise à la diète de la dépense publique et l'énergie chère

annoncent un ébranlement profond des territoires périurbains.

Au milieu de ces transformations, nous voyons apparaître une nouvelle carte : celle de la France en crise des années 2010-2020. Cette crise serait alors le fossoyeur de l'égalité territoriale à la française, sans oublier ses conséquences politiques, puisque c'est la déstabilisation des certains territoires qui entraîne la montée des populismes. Pourtant, selon l'auteur, le retour de la croissance, la reconversion audacieuse de certains bassins d'emploi, l'accélération des mobilités résidentielles, les mécanismes de solidarité horizontale, en complément des solidarités verticales habituelles, peuvent préserver une France territorialement équitable.

Laurent Davezies, **La Crise qui vient : la nouvelle fracture territoriale**, Seuil, Coll. La République des idées, 118 p., 11,80 €

Jean-Yves Martin

« Cette année, ce sont **10 milliards** d'euros d'économies que nous devons dégager sur le budget de l'État tout en préservant les secteurs prioritaires : l'emploi, l'école, la justice, la sécurité » François Hollande a affirmé mardi 8 janvier 2013 que la réduction des dépenses publiques exigerait en 2013 de "la ténacité, de la volonté et même du patriotisme", excluant toutefois toute ressemblance avec la Révision générale des politiques publiques (RGPP) de Nicolas Sarkozy. En effet, rien à voir, celle-ci se dénommera la M.A.P ! Au-delà des nuances dans les termes choisis, se pose clairement la question des moyens donnés à l'État pour mettre en place des politiques ambitieuses face à une crise sans précédent. Ajouter de l'austérité à l'austérité ne fera qu'aggraver la situation.

« **Les Maires Ruraux de France soutiennent la réforme des rythmes scolaires mais s'opposent à un nouveau transfert de compétence** » Courage, payons ! Les Maires Ruraux pour une réforme des rythmes scolaires mais contre le transfert de compétence sans moyens. Le Premier Ministre Jean-Marc Ayrault a adressé une lettre au Président de l'Association des Maires Ruraux de France en date du 20 décembre 2012 lui annonçant plusieurs dispositions destinées à l'entrée en vigueur d'une réforme des rythmes scolaires pour les rentrées 2013 et 2014 et le passage aux 4,5 jours. Ces élus pointent le risque d'un transfert de compétences sans transferts de moyens équivalents.

Au cœur des collectivités

Fiscalité : battre en brèche les privilèges pour plus de justice !

Hubert Delahaie-Vice Président de la C.A.R.E.N.E- Conseiller municipal de Montoir de Bretagne.

Depardieu s'expatrie en Russie pour payer moins d'impôts, Bernard Arnault, PDG de LVMH, veut rejoindre la Belgique pour les mêmes raisons, Laurence Parisot dénonce une nouvelle fois la fiscalité qui pèse sur les entreprises ... et le gouvernement voit son projet d'imposition à 75 % de la partie supérieure à 1 000 000 € par personne retoquée par le Conseil Constitutionnel. Bref, la fiscalité française serait « confiscatoire » et découragerait les plus riches ... et serait la cause de l'exil fiscal ... qui pénalise l'investissement et la compétitivité des entreprises et donc ... favorise le chômage ! Et donc que les riches soient toujours plus riches, c'est bon pour le pays, pour l'activité économique, pour diminuer le chômage. Toute la Droite entonne la chanson avec ténacité pour la défense des privilégiés du XXI^{ème} siècle !



pression de la Taxe Professionnelle, voit sa contribution à la Carène passer de 11 millions d'E à 2 millions d'€. Ces « cadeaux » au plus riches et aux grandes entreprises n'ont favorisé ni l'emploi, ni l'investissement dans l'industrie ou la Recherche et Développement.

Dans le même temps, les impôts les plus injustes, ceux qui sont payés par tous, la TVA et la TIPP, ont augmentés et constituent aujourd'hui la plus grande part des ressources de l'Etat.

Quand un ménage aux ressources modestes ou moyennes fait ses courses hebdomadaires au Super Marche et passe ensuite faire un plein d'essence ou de gasoil, il se fait délester en douceur d'une partie de ce que les plus riches, particuliers ou entreprises, ne paient plus ! (Un chariot de courses à 150 € plus un plein de gasoil à 70 € soit 220 € au total donne un impôt de plus de 50 €, soit 23 % de la dépense ! A cela s'ajoute l'augmentation des impôts locaux et de la Taxe d'enlèvement des ordures ménagères. Les collectivités locales doivent faire face au désengagement de l'Etat dont le budget est aussi vampirisé par les intérêts payés aux banques.

Ceci n'est pas sans rappeler la période révolutionnaire ouverte en 1789 et qui devait faire de la France le pays de la Liberté, de l'Egalité et de la Fraternité. A cette époque déjà, les plus riches (les nobles privilégiés de l'époque) faisaient courir la fable que la fin de leurs privilèges seraient catastrophique car elle conduirait à mettre sur la paille les domestiques, les fabricants de perruques, les ateliers de carrosses, les métiers de bouche nobles ... Bref, tout l'arsenal des arguments de mauvaise foi pour défendre les plus privilégiés bec et ongles ! Hélas ! Il en est encore de même aujourd'hui ! (1443). **Et pourtant, en 2013, les grandes entreprises, les banques et les plus riches bénéficient de privilèges exorbitants qui rongent la société comme un cancer détruit peu à peu la vitalité d'un organisme.** Exonérations de cotisations sociales patronales : 30 Milliards annuels ! Niches fiscales pour les plus riches et les grandes entreprises : 170 Milliards. Le Groupe Total réalise en 2011 plus de 10 Milliards d'€ de bénéfice mais il ne paie pas d'impôts sur les sociétés ! La raffinerie de Donges, avec la sup-

pression de la Taxe Professionnelle, voit sa contribution à la Carène passer de 11 millions d'E à 2 millions d'€. Ces « cadeaux » au plus riches et aux grandes entreprises n'ont favorisé ni l'emploi, ni l'investissement dans l'industrie ou la Recherche et Développement.

Les Élus communistes ne se résignent pas à cette situation. **La Gauche aujourd'hui majoritaire dans le pays doit résister au mur de l'argent et des privilèges : une réforme fiscale ambitieuse est possible.** Il faut faire contribuer à l'impôt les revenus du travail et du capital : Création de nouvelles tranches d'imposition sur le revenu pour passer de 5 à 9 tranches minimum. Porter le taux de la dernière tranche à 70 %. Élever le taux de l'impôt sur la fortune (rappelons qu'un smicard doit travailler 75 années pour gagner 1 millions d'€ !) Revoir les niches fiscales qui bénéficient pour l'essentiel aux favorisés. Nouvelle fiscalité sur les entreprises, avec pour objectif d'y introduire de la progressivité et de la modulation en fonction de l'utilisation des bénéfices pour l'emploi et les salaires, la formation, la recherche et l'investissement.

Arcelor Mittal Couëron



Lors du dernier conseil municipal couëronnais a eu lieu un vote unanime d'un vœu concernant la situation de Arcelor à Basse Indre et plus généralement concernant la filière sidérurgique.

D. Sanz soulignait ainsi que par ce « vœu c'est la ville toute entière qui exprime sa solidarité aux salariés d'Arcelor dont un bon nombre réside dans la commune. » Après avoir rencontré le député maire J.P Frougerat avec d'anciens cadres et directeurs de l'usine de Basse-Indre, l'élu a souligné que ceux-ci remettaient eux-mêmes en cause les dispositions prises, notamment de transfert d'activité, qui remettrait en cause la pérennité du site de Loire-atlantique.

Par ailleurs les dispositions prises telle la mise en place du comité de suivi gouvernemental, le droit d'alerte, le soutien du projet Ulcos, l'engagement à ne pas licencier ne garantissent en rien pour les communistes un avenir de développement et de maintien d'activité. Tout simplement pour l'élu « parce que Mittal garde la main sur les décisions financières du groupe, sa stratégie industrielle et donc sur les effectifs de salariés et les lieux de production. »

Face à cette situation, l'élu communiste a rappelé que ce ne sont pas seulement de mesures de contrôle ou d'un accord trop complaisant dont les salariés ont besoin mais bien d'une maîtrise globale stratégique, financière et industrielle. « **La nationalisation peut donner ces moyens pour assurer l'activité de Florange et de tous les sites du groupe dont Basse Indre. Ainsi, le contrôle des salariés et de la Nation toute entière servira l'intérêt général. Le gouvernement doit remettre en cause l'accord et retravailler à un projet durable dans une politique industrielle nouvelle et hardie,** ouverte sur des coopérations internationales d'intérêts mutuellement avantageux. » concluait le porte-parole du groupe communiste et républicains.

Transport ferroviaire St Nazaire - Nantes



Lundi 7 janvier 2013, jour de la rentrée scolaire, **Gilles BONTEMPS, Vice Président de la région, Président de la commission « infrastructures, transports et déplacements » et Philippe DENIS, Conseiller régional, sont allés à la rencontre des usagers du train partant de Saint Nazaire à 7h42 et arrivant à Nantes à 8h20.**

Sur décision unilatérale et sans information auprès de l'autorité organisatrice des transports qu'est la région, la SNCF a réduit de moitié la composition de ce train lors du changement de service le 9 décembre dernier alors que celui-ci était chargé à 80%. Pendant 3 semaines les usagers ont voyagé dans de très mauvaises conditions.

Informé de cette situation, Gilles BONTEMPS a vigoureusement interpellé la SNCF et obtenu avant Noël l'engagement que le train de 7h42 serait remis en place avec une double rame dès le 7 janvier 2013.

Gilles BONTEMPS et Philippe DENIS, usagers réguliers de ce train, sont allés vérifier sur place, au matin du 7 janvier, que la double rame était bien en place. Ils ont profité de l'occasion pour aller à la rencontre des voyageurs des deux rames durant tout le trajet entre Saint Nazaire et Nantes, voyageurs qui ont exprimé leur satisfaction de pouvoir à nouveau faire le trajet dans de bonnes conditions. Au total, une rencontre fructueuse entre usagers et élus qui a permis un échange franc et direct au service de l'intérêt général.

En bref

Décentralisation : les principaux points du « document de travail » transmis par le gouvernement aux associations d'élus

Dans un « document de travail » transmis le 10 décembre 2012 aux associations d'élus locaux, le gouvernement rappelle les principales dispositions contenues dans l'avant-projet de loi « portant décentralisation et réforme de l'action publique », daté du 27 novembre 2012, dont Le Courrier des maires et La Gazette des communes avaient présenté une synthèse.

Ce document de travail, sur la base duquel s'est poursuivie fin décembre la concertation entre le ministère de la Décentralisation et les associations, confirme certaines mesures de l'avant-projet de loi et comporte également des évolutions.

Le gouvernement a annoncé une présentation du projet de loi en conseil des ministres en février, et dont le Sénat devrait entamer la discussion en mars.

Au sommaire : Refondation du dialogue entre l'Etat et les collectivités locales, modalités d'exercice des compétences des collectivités territoriales, démocratie locale, maîtrise de l'inflation normative : réforme de la commission Consultative d'évaluation des Normes (CCEN), approfondissement de la décentralisation / Transfert de compétences, intercommunalité et coopération entre collectivités territoriales, responsabilité et gestion locale et dispositions financières et fiscales.

Eurométropole lyonnaise : les communes dans le viseur !

Le 22 décembre, lors de la séance au Conseil général du Rhône, Michel Mercier mettait au vote une délibération précisant les objectifs de l'euro métropole et actant la mise en place d'une commission de pilotage pour le transfert des compétences du département au Grand Lyon. Si la très grande majorité des élus du Cg ne se sont pas opposés à la Métropole, l'enthousiasme n'était pas au rendez-vous. Inquiétudes sur le devenir des compétences sociales du département, sur le devenir des communes, sur le caractère antidémocratique de cette nouvelle entité se sont largement exprimées. Les déplacements nombreux de la ministre Lebranchu à Marseille, où l'euro métropole ne passe pas, sont éclairants. Pour les communistes c'est le redécoupage du territoire national qui est en marche, conduit par un gouvernement socialiste qui fait le choix de l'union européenne plutôt que de la nation, s'inscrivant ainsi dans les pas de la réforme de 2010 de Sarkozy. **Le services publics, la décentralisation, la coopération intercommunale ne sont pas dans ce cas le moteur des projets annoncés qui visent d'abord à mettre en concurrence des territoires qui devraient être solidaires.** « Il s'agit bien d'un débat national et les citoyens doivent avoir leur dernier mot. Quel avenir pour notre république ? » concluent les élus dans un communiqué

Ouvrons-là

Meurtre de 3 militantes kurdes



C'est avec une grande émotion que nous avons appris la semaine dernière les **odieux assassinats de trois militantes Kurdes**, dans les bureaux parisiens du Centre d'Information du Kurdistan.

Rojbin DOGAN présidente du centre, Sakine CANSIZ une des fondatrices du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et Leyla SOYLEMER nous ont donc quittés dans des circonstances qui ne laissent guère de doutes sur les motivations de cet acte.

Nos premières pensées vont vers les proches, les amis et les familles de ces militantes, le Mouvement des Jeunes Communistes de France et la Fédération de Loire-Atlantique du MJCF leur exprime ses plus sincères condoléances et réaffirme son entière **solidarité avec les militants et les organisations qui luttent chaque jour dans le monde pour la justice et la liberté**. Une lourde responsabilité pèse sur les autorités françaises pour qu'elles identifient les coupables et les commanditaires afin que ceux-ci soient pourchassés et condamnés à la hauteur de ce crime. L'Etat français doit immédiatement inverser le traitement qu'il réserve aux militants kurdes en France pour assurer leur droit fondamental à la sécurité. Nous exigeons notamment la remise en cause immédiate par Manuel VALLS des accords conclus par Claude GUEANT qui étendent sur le territoire français la traque des militants kurdes.



L'Avant-Garde (Journal des Jeunes Communistes) avait rencontré Rojbin en juin dernier, voici son interview disponible en ligne : <http://www.lavantgarde.org/kurdistan-rencontre-avec-le-centre-dinformation-du-kurdistan-c-i-k/>

En bref



Le tout nouveau collège d'Héric inauguré le samedi 15 décembre s'appelle Marcelle BARON. C'est un hommage rendu à la résistance ! Marcelle BARON est

née en 1909 et décédée en 2011. Elle est entrée en résistance dès 1940. Agent de liaison, elle cache des clandestins dont Fernand GRENIER évadé du camp de Châteaubriant. Arrêtée en mars 1944, elle est déportée dans un camp annexe de Ravensbruck. Elle revient à Nantes avec sa camarade Gisèle GIRAUDEAU épuisées mais vivantes. Après la guerre, elle milita au sein de la CGT auprès des femmes ouvrières des grandes usines nantaises pour l'émancipation des pauvres, des exploités et des privés de parole. Elle milita aussi à l'Union des femmes françaises qu'elle avait créée à Nantes, clandestinement, pendant la guerre. Cette inauguration aura suscité beaucoup d'émotion dans l'assistance. « Le nom de Marcelle BARON est porteur de sens. Son message de vie trouve ici sa force parce que l'éducation s'appuie sur une conception du citoyen et de la République, celle pour laquelle Marcelle BARON a risqué sa vie » déclara Philippe GROVALET, Président du Conseil général de Loire-Atlantique.

L'écho des sections

Conférences et sections

Le congrès local de la section de Basse Loire s'est tenu le samedi 12 janvier. Les discussions sur le texte d'orientation et des statuts ont souligné des insuffisances et des limites autour d'idées de fond et stratégiques qu'il reste à approfondir tant la crise est importante. C'est tout le sens des 10 amendements élaborés par les communistes de Basse Loire sur la **fragmentation sociale, l'Europe, le rassemblement, la souveraineté des communistes et les questions financières**. En fin de conférence, un hommage fraternel a été rendu à Roger BARBOTTEAU qui quitte la direction de la section après un long militantisme actif. Le même jour avait lieu la conférence de la section St Herblain Gesvre et Cens où est apparue la nécessité pour notre parti d'**apporter plus de solutions concrètes à la crise** et notamment au problème du chômage. Les communistes de la section ont aussi insisté sur le besoin de donner au PCF **des ambitions fortes**. A l'occasion de cette conférence, Jean Pierre FROMONTEIL est devenu le nouveau Secrétaire de Section.



Vite lu...



« Nouvelles de Loire Atlantique »
 Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
 Commission paritaire : N° 0315 P 11519
 Imprimerie : IMPRAM Lannion
 Composition : Publihebdos Locminé
 Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
 NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
 Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
 e-mail : redac.nla@orange.fr
 Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
 Marie-Annick BENÂTRE
 Pedro MAIA
 Yann VINCE
 Mireille PERNOT
 Robin SALECROIX
 André MAURICE



L'agenda

Conférences de sections

Vendredi 18 janvier :
 - 3 rivières : salle du 14 juillet de Blain.

Vendredi 18 et Samedi 19 janvier :
 - Brière : Salle Jacques DUCLOS à Trignac.

- Nantes : Siège du PCF et Maison des Syndicats.

- Saint-Nazaire : Salle de la ferme couronnée et Salle du jardin des plantes.

Samedi 19 janvier :
 - Rezé Sud Loire : Salle du Seil à

Rezé.
Jeudi 24 janvier
 - Presqu'île Guérandaise : Salle du moulin à Pornichet.

Vendredi 25 et Samedi 26 janvier
 - Loire et Sèvre : Salle des vignes aux Sorinières.